

MITTERRAND, DE GAULLE OU L'ABSTENTION?...

L'éditorialiste de «*Combat*», constatant l'intérêt croissant qu'a pris l'opinion à la campagne électorale pour l'élection présidentielle, dû notamment aux interventions des concurrents à la radio et surtout à la télévision, en concluait que l'abstentionnisme croissant des Français et la dépolitisation déplorée unanimement n'était que l'effet provisoire du régime gaulliste et de ses méthodes de gouvernement et de propagande: «*La dépolitisation de la France n'est pas le fruit d'un phénomène historique, mais bien la conséquence d'une méthode délibérée*»; elle est «*un mythe*» qui «*né avec le gaullisme disparaîtra avec lui*».

Quant à nous, anarchistes, nous pensons très exactement le contraire: le peu d'intérêt porté habituellement aux luttes politiques ou syndicales, la désaffection à l'égard de la presse d'opinion ne sont pas dus essentiellement aux méthodes gaullistes mais bien à la nature même de la société de consommation vers laquelle nous nous dirigeons et dont le modèle nous est donné par la société yankee. A cet égard, la télévision, en présentant la politique à l'ensemble des Français comme un spectacle extérieur et inaccessible est un facteur de soumission et de démission devant les responsabilités imposées par la vie publique.

M. Mitterrand a beau répéter trente-six fois qu'il y a des choix à faire qui nous concernent et qui nous regardent, cela n'y changera rien. S'il est élu, c'est lui - avec ou sans l'aide de son aréopage politique - qui prendra les décisions qui nous concernent et qui les prendra en fonction des nécessités imposées par la nature actuelle du régime capitaliste et en fonction de la conjoncture économique qui peut devenir plus défavorable encore aux travailleurs qu'elle ne l'est aujourd'hui. D'autre part, nous nions que l'abstention soit nécessairement et toujours le signe d'une dépolitisation ou d'une absence d'intérêt. Si nous sommes encore une fois partisans de l'abstention c'est justement parce que l'élection d'un député - et a fortiori celle d'un président - n'est qu'une démission pure et simple.

Français, encore un effort si vous voulez être républicains, votez pour Mitterrand! Faut-il donc, comme on nous le demande à gauche, voter pour celui qui, en opposition à la «*république des députés*» qui sombra dans l'anarchie (sic) et à la 5^{ème} République qui «*consacre le pouvoir d'un seul homme*», nous promet la «*république des citoyens*»? Cette république des citoyens, ne serait-ce pas plutôt la république des concitoyens?

Mais qui nous demande de voter pour lui ? Non seulement la gauche unie mais aussi le capitaine Sergent, dont l'esprit public est bien connu, mais aussi «*le Pied-noir*» reconnaissant qui écrit: «*M. Mitterrand avait eu le mérite de comprendre dès le début des rébellions que la seule solution était la guerre*», mais aussi le «*Centre républicain*» qui pense que «*l'antigaullisme, ça ne se divise pas, ça s'additionne*», mais aussi M. Gilbert Comte, journaliste d'extrême droite qui, dans «*le Monde*» souhaite sa réussite «*à cause de la sympathie qu'il inspire, des services éminents qu'il rendit naguère en Afrique, de son talent*»! Tixier, soutenu d'ailleurs par des radicaux et des socialistes, a cent fois raison lorsqu'il affirme que les autres candidats n'ont fait que reprendre ses idées et jusqu'à ses propres phrases. En réalité, il n'y a qu'un candidat de l'opposition, et c'est Mitterrand. Il est probable en effet qu'au premier tour il arrivera second derrière de Gaulle et qu'au deuxième tour, s'il y en a un, il se retrouvera seul candidat de l'opposition républicaine, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Des lors, il s'agit de comprendre ce qui peut opposer Mitterrand à de Gaulle. S'agit-il de l'opposition classique entre la droite et la gauche? Pas tout à fait, nous l'avons vu. Certes ce qui les sépare surtout ce sont les problèmes purement politiques, les problèmes constitutionnels et sur ce point Mitterrand reprend les idées jacobines classiques. Il ne comprend pas que le régime gaulliste est rendu nécessaire par la réalité d'aujourd'hui qui correspond à une phase de rénovation profonde des structures économiques et politiques de la société française, dans l'intérêt, bien entendu, du grand capital financier et dans le but d'accroître la

compétitivité de son économie. Il n'est évidemment pas question que nous votions pour de Gaulle, comme on l'a écrit à droite, parce que son régime a donné un statut aux objecteurs de conscience. Il n'en reste pas moins que l'opposition Mitterrand-de Gaulle est superficielle et qu'elle s'explique par la prédominance jacobine du politique sur l'économique, reprise d'ailleurs par le P.C. qui en vient à écrire: «*Car nous ne combattons pas pour défendre les intérêts égoïstes et mesquins de parti ou de classe mais pour bâtir une République équitable, une République où tous les français se sentiront à l'aise!*». C'est aussi très visible dans les discours de Mitterrand prononcés à Sochaux et à Boulogne-Billancourt devant une foule ouvrière. Malgré son air guindé et son veston croisé, lui aussi va au peuple! Il lui a dit: «*La victoire gagnée, ce sera la République aux républicains, la France plus belle que nous aimons*». Pourquoi pas la France aux français? Toutefois, n'est-ce pas, «*il est anormal que l'écart entre les privilégiés et les petits salaires ne cesse de croître au bénéfice des premiers*». Mais des 40 heures il n'est pas question.

On voit que ce qui oppose Mitterrand à de Gaulle ne concerne pas la classe ouvrière. Il y a des divergences sur la forme de l'État - et nous savons certes reconnaître l'avantage de certaines libertés - mais il y a accord sur sa nature et sur son rôle. Pour tout le monde, l'appareil d'Etat n'existe que pour gérer les intérêts du capitalisme, en accordant bien sûr certains «avantages» aux classes défavorisées, soit par l'intéressement et l'association Capital-Travail, demandés par les gaullistes, soit par le moyen d'une planification établie démocratiquement avec la participation des syndicats «*afin de mettre un terme à l'injuste répartition des fruits du travail*».

Le régime soviétique perpétue l'exploitation des travailleurs, les cadences exténuantes, le chômage, etc... La hiérarchie des revenus et l'injustice sociale s'accroissent: le capitalisme d'État planifie la non-satisfaction des besoins. Or le P.C. ne demande même pas le «socialisme» à la mode russe, il demande simplement la nationalisation des monopoles, l'augmentation générale des salaires, etc..., dans le cadre d'une «démocratie rénovée», et Mitterrand en matière économique et sociale (comme évidemment en politique étrangère) est très loin d'accepter le programme du P.C.

D'ailleurs la gauche au pouvoir a montré que sa véritable raison d'être est de gérer loyalement le capitalisme pour le faire accepter à l'ensemble des travailleurs, notamment en intégrant aux institutions bourgeois leurs organisations syndicales; et si, malgré tout, ils ne l'acceptent pas, en employant la répression. La gauche au pouvoir fait la politique de la droite. Mitterrand au pouvoir ferait celle de De Gaulle, comme Wilson fait celle des conservateurs, comme Johnson celle de Goldwater et comme Brandt aurait fait celle d'Erhard. Avez-vous oublié le gouvernement de Gaulle-Thorez-Bidault en 44-47 et la répression des grévistes (sans compter les massacres du Constantinois)? Avez-vous oublié la répression de la grève des mineurs en 48 par Jules Moch? Avez-vous oublié la trahison du gouvernement de «Front républicain» présidé par Guy Mollet (et dans lequel se trouvait Mitterrand) qui monta l'expédition de Suez et qui, fort des pouvoirs spéciaux accordés par le P.C. au nom de «l'unité d'action» et du «Front populaire en marche», employa lesdits pouvoirs non seulement pour intensifier la guerre d'Algérie mais aussi pour faire réprimer par les C.R.S. des manifestations en faveur des rappelés (notamment à Grenoble en mai 56)?

Et dans cette affaire qui ne concerne pas la classe ouvrière, quelle est donc l'attitude des syndicats ouvriers? La C.F.D.T., à son dernier congrès, a condamné sévèrement le régime gaulliste tout en refusant de prendre position ouvertement pour Mitterrand, malgré le vœu de nombreux militants; mais la majeure partie de la classe ouvrière influencée par la C.F.D.T. votera Mitterrand, d'autant plus qu'il a repris une de ses revendications majeures: la reconnaissance officielle de la section syndicale d'entreprise, qui n'est qu'un pas de plus vers l'intégration; et si Defferre avait été candidat, la C.F.D.T. l'aurait soutenu ouvertement. La C.F.T.C. votera de Gaulle ou Lecanuet, et F.O., quoique refusant de prendre une position politique, engage ses militants à «*mettre leur décision en parfaite conformité*» avec le but poursuivi par la Confédération. Le S.N.I. et la C.G.T. s'alignant bien entendu sur le P.C., approuvent la candidature Mitterrand. Après tout les syndicats réformistes jouent parfaitement leur rôle!

Convient-il, dans ces conditions, de rejoindre les «*ultras de la gauche*» qui, devant celui qui fut onze fois ministre sous la 4^{ème}, se sont tout de même rebiffés? Mitterrand a contre lui une partie du P.S.U. et de l'U.E.C., «*Les Temps modernes*», «*Partisans*», les pro-Chinois et toutes les tendances trotskystes. Ces gens-là auraient souhaité soit un candidat communiste, soit un candidat «révolutionnaire» qui, bien sûr, n'aurait eu aucune chance mais qui, disent-ils, aurait pu mobiliser autour d'un programme de revendications des secteurs importants de la classe ouvrière et susciter une prise de conscience des masses en faveur d'une solution socialiste. Inutile de dire que cette position n'est pas la nôtre. Nous sommes abstentionnistes, non par principe mais bien par tactique. Déjà Bakounine protestait contre les marxistes qui qualifiaient les anti-autoritaires de la 1^{ère} Internationale «*d'abstentionnistes*». Le raisonnement en faveur de l'abstention doit

être repris à chaque occasion et doit être adapté à chaque circonstance. Dans la France de 1965 et devant un mouvement ouvrier aux traditions démocratiques et réformistes vivaces, l'abstention est encore une fois justifiée: ou bien la classe ouvrière n'est pas assez forte ni assez consciente pour faire la révolution sociale et dans ce cas la mobiliser autour d'un homme ou sur un programme de parti est une escroquerie démorali-sante, ou bien elle est assez forte et dans ce cas les solutions politiques sont rejetées au profit des solutions révolutionnaires qui sont l'action directe, la grève généralisée, l'occupation et la gestion des usines par les ouvriers et les syndicats, la planification fédéraliste dans le cadre du socialisme libertaire.

Jacques SOREL.
